



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## lois de finances

Question écrite n° 112410

### Texte de la question

Deux parlementaires viennent de rendre public un rapport relatif à la mise en oeuvre de la LOLF. Ils font plusieurs recommandations et préconisent notamment de modifier le code général des collectivités territoriales pour autoriser l'adoption d'une nomenclature en mission / programme / action. M. Bruno Bourg-Broc souhaite donc interroger M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État afin de connaître les perspectives de son action ministérielle s'inspirant de cette proposition.

### Texte de la réponse

Dans le cadre de leur recommandation sur une extension de la LOLF, M. Alain Lambert, sénateur de l'Orne et M. Didier Migaud, député de l'Isère, proposent de modifier le code général des collectivités territoriales afin d'autoriser l'adoption d'une nomenclature en missions/programmes/actions. Si l'adoption par les collectivités territoriales de certains principes de la LOLF peut être favorisée (cf. réponse à la question écrite n° 112409), il convient toutefois d'expertiser de façon plus approfondie cette proposition qui modifierait significativement les modalités de fonctionnement des collectivités concernées. En effet, les règles budgétaires relatives aux budgets locaux ne peuvent être comparées à celles de l'État. Le vote du budget en deux sections (fonctionnement et investissement) permet aujourd'hui de vérifier les conditions du respect de l'obligation de vote en équilibre et notamment l'obligation de ne recourir à l'emprunt que pour le financement des seules dépenses d'investissement. Tout recours à une nomenclature de type missions/programmes/actions devrait veiller à bien toujours faire apparaître aussi clairement l'autofinancement des collectivités territoriales. Il apparaîtrait par ailleurs nécessaire d'adapter les exigences en la matière en fonction de la taille des collectivités locales pour ne pas imposer, aux petites communes par exemple, des contraintes trop fortes au regard des enjeux budgétaires les concernant.

### Données clés

**Auteur :** [M. Bruno Bourg-Broc](#)

**Circonscription :** Marne (4<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 112410

**Rubrique :** Finances publiques

**Ministère interrogé :** budget et réforme de l'Etat

**Ministère attributaire :** budget et réforme de l'Etat

### Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 12 décembre 2006, page 12843

**Réponse publiée le :** 1er mai 2007, page 4083